

Policy Briefing

Améliorer l'accès à l'éducation des filles marginalisées dans les zones de conflit

Une grande partie des enfants non scolarisés dans le monde vivent dans des zones de conflit. Un des principaux défis dans l'élimination des obstacles à l'instruction des filles marginalisées dans ces contextes réside dans la compréhension des formes multiples et croisées de la marginalisation et des changements dans leurs dynamiques au cours des conflits violents. Les recherches menées en République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre du projet d'éducation REALISE identifient des éléments clés à prendre en compte dans les programmes d'éducation destinés aux filles marginalisées dans les zones de conflit, tels que l'éducation inclusive pour les filles et les garçons, les liens entre l'éducation et la consolidation de la paix, et les activités périscolaires favorisant les liens sociaux.

Principaux messages

- Les programmes d'éducation peuvent contribuer à éliminer les obstacles auxquels se heurtent les filles marginalisées dans les situations de violence et de conflit. Dans cet objectif, comprendre les formes multiples et croisées de la marginalisation économique, sociale, politique et fondée sur le genre est essentiel.
- Les principaux moyens d'y parvenir reposent sur le suivi et l'examen de la manière dont le conflit modifie quelles personnes se retrouvent marginalisées, en apportant du soutien aux garçons comme aux filles pour éviter les ressentiments, et en contribuant à assurer les paiements dans les délais impartis, pour éviter l'exclusion.
- Les réseaux sociaux sont un point essentiel et les programmes doivent renforcer les activités consolidant les liens sociaux et la protection sociale.
- Les programmes d'éducation peuvent également bénéficier d'une réflexion sur les liens plus larges entre l'éducation et la consolidation de la paix.



L'effet du conflit sur l'éducation varie d'un groupe à l'autre, et il est crucial de comprendre ces différences lors de la conception de politiques éducatives.

**Gauthier Marchais,
Sweta Gupta
et Cyril Brandt**

Traduit de l'anglais par
Cyrielle Havard-Bourdais

Dimensions de la marginalisation en temps de guerre

“Décortiquer” les dynamiques des conflits violents et de la marginalisation

Une forte proportion des enfants non scolarisés dans le monde vit dans des zones de conflit. Les récentes publications ont permis de faire des progrès conséquents dans la compréhension de la marginalisation éducative dans les scénarios de crise, d'urgence et post-conflit. Il existe des données substantielles, par exemple, sur le ciblage des écoles, des élèves et des enseignants par des acteurs armés, sur les jours de scolarité perdus en raison des déplacements et sur l'utilisation des écoles à des fins militaires. Cependant, la compréhension de l'accès à l'instruction dans des contextes où la violence se prolonge et s'installe est limitée.

Les zones touchées par les conflits présentent des variations importantes en termes de configurations militaires, politiques, institutionnelles et sociales. Pour comprendre comment les différentes dimensions de la marginalisation se manifestent et fonctionnent, il faut prêter attention aux spécificités de chaque contexte. Notre recherche explore, dans un premier temps, la manière dont les conflits violents peuvent renforcer ou réduire les formes préexistantes de marginalisation puis, dans un deuxième temps, comment de nouvelles formes de marginalisation émergent à la suite d'un conflit violent.

Lutter contre la marginalisation économique en temps de guerre

Les contraintes financières constituent un obstacle important à l'éducation dans les pays à faible revenu, et elles sont exacerbées dans les contextes de conflits violents, lorsque les ménages sont confrontés à un choc de revenu négatif.



La marginalisation scolaire est à la fois le résultat et le moteur de la marginalisation historique des groupes ethnoculturels et identitaires.

ids.ac.uk

L'étude montre qu'en période de crise, les enseignants et le personnel scolaire prennent toute une série de mesures pour atténuer l'augmentation des contraintes financières liées à la scolarisation. Ces mesures comprennent la réduction temporaire ou l'annulation des frais de scolarité pour tous les élèves d'une école, ou pour des groupes spécifiques d'élèves – en particulier les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les groupes indigènes – et font partie d'une série d'initiatives prises par les acteurs de l'éducation sur le terrain pour faire face aux situations de crise.

De nombreux projets, dont REALISE, ont également cherché à réduire les obstacles financiers à l'éducation, notamment en offrant des bourses aux étudiants. C'est également l'objectif de la Gratuité, politique déployée par le gouvernement congolais depuis septembre 2019, qui vise à offrir un accès gratuit aux enfants du primaire. Pour aider les enseignants à faire face aux classes surchargées en raison de la Gratuité, REALISE a mis en place des modules adaptés de formation continue à destination des enseignants.

Nos recherches, menées avant la politique de Gratuité, montrent que dans les contextes où les écoles sont largement financées par les contributions des ménages, les enseignants ne percevant pas de revenus réguliers de l'État sont ceux qui souffrent le plus lorsque les ménages ne sont plus en mesure de payer les “primes de motivation”. Même après la mise en place de la Gratuité, les écoles pourraient continuer à être affectées négativement par les chocs de revenus, tant que les enseignants non rémunérés ne seront pas payés par le gouvernement (un processus qui n'était pas finalisé en juin 2021). Les salaires étant un facteur de motivation important pour la rétention des personnels enseignants, il est probable que cette baisse de revenus renforce les effets négatifs du conflit sur les enseignants, les démotivant davantage et augmentant leur rotation professionnelle. Cette rotation peut avoir un impact négatif sur les interventions dans le domaine de la formation : lorsque les écoles ne sont pas en mesure de retenir les enseignants formés, les investissements dans leur développement professionnel peuvent ne pas être durables. Il est donc important, pour

les interventions éducatives visant à augmenter la fréquentation scolaire, de rester conscient des liens entre les différentes composantes d'un projet, telles que les bourses d'études et la formation professionnelle des enseignants.

Marginalisation sociale, conflit violent et scolarisation

Les réseaux sociaux conditionnent souvent l'accès aux ressources et aux services. Particulièrement dans les contextes de conflit, les réseaux et les liens sociaux conditionnent également l'exposition à diverses dynamiques de conflit violent, de la violence directe au recrutement ou aux pratiques d'exploitation. Ils sont donc essentiels pour comprendre la dynamique de marginalisation scolaire. Les recherches montrent que les liens sociaux d'un ménage avec les autorités et sa participation à des groupes villageois (tels que les groupes de femmes, les groupes religieux, les groupes d'épargne) sont positivement associés à la scolarisation, et que l'effet est plus fort pour les ménages les plus pauvres. Inversement, la marginalisation sociale peut accroître de manière significative la marginalisation scolaire. Ces résultats suggèrent que les programmes devraient renforcer leurs composantes sociales et intégrer la protection sociale dans leurs approches.

Marginalisation politique des groupes identitaires

L'étude montre que la marginalisation politique des groupes ethnoculturels et autres groupes identitaires est un point essentiel à la compréhension de la marginalisation scolaire dans les contextes de conflit prolongé. Premièrement, la marginalisation scolaire est à la fois le résultat et le moteur de la marginalisation historique des groupes ethnoculturels et identitaires. Comme l'éducation conditionne l'accès aux ressources et aux positions politiques et économiques, l'exclusion de certains groupes renforce leur exclusion politique, ce qui renforce à son tour la marginalisation scolaire. La marginalisation scolaire peut être au cœur des griefs qui sous-tendent les conflits violents, qui s'opposent souvent selon des critères ethno-identitaires. Ne pas aborder ces aspects pourrait potentiellement alimenter les moteurs sous-jacents des conflits violents.

Deuxièmement, certains groupes peuvent être plus gravement touchés par les conflits



Un conflit violent peut redessiner les lignes de la marginalisation en renforçant la marginalisation existante, en entraînant la marginalisation de nouveaux groupes ou en fournissant de nouvelles opportunités aux groupes marginalisés.

violents. Par exemple, les résultats montrent que la minorité Twa du Tanganyika a non seulement été plus exposée à la violence pendant le conflit Twa-Bantu, mais aussi que l'exposition à la violence a des effets plus graves sur les Twa que sur les autres groupes en termes de scolarisation. Nous analysons les mécanismes clés, en particulier la ségrégation spatiale et la ségrégation sociale des écoles selon les lignes d'identité ethnique. Ainsi, l'effet du conflit sur l'éducation varie d'un groupe à l'autre, et il est crucial de comprendre ces différences lors de la conception de politiques éducatives.

Troisièmement, les conflits violents modifient et redéfinissent souvent la configuration politique de certaines zones et l'accès de certains groupes aux ressources, aux services et à l'éducation. Un groupe qui aurait pu avoir accès à l'éducation peut en être totalement exclu à la suite de la reconfiguration politique et spatiale induite par le conflit violent. De la même manière, un groupe anciennement exclu peut acquérir un meilleur accès à l'éducation grâce à cette reconfiguration.

Genre et marginalisation

Enfin, l'étude s'intéresse à la marginalisation scolaire induite par le genre et à la façon dont elle interagit avec les autres dimensions. Nous constatons que, s'il existe un écart général entre les sexes dans les résultats scolaires, cet écart est nettement plus marqué pour certains groupes ethnoculturels, notamment les Twa du Tanganyika. Ce résultat renforce la nécessité de considérer le genre parmi d'autres types de marginalisation.

Recommandations

- 1. Observer comment les conflits violents modifient la marginalisation.** Un conflit violent peut redessiner les lignes de la marginalisation en renforçant la marginalisation existante, en entraînant la marginalisation de nouveaux groupes ou en fournissant de nouvelles opportunités aux groupes marginalisés. Il est essentiel d'en être conscient pour éviter les interventions éducatives fondées sur des modèles et des dynamiques dépassés.
- 2. Inclure l'ensemble du corps étudiant.** Même lorsqu'un projet se concentre sur les filles, le fait d'apporter un certain soutien aux garçons et aux filles peut compenser le risque d'accumulation de griefs et l'apparition de discriminations. S'inspirant du précédent projet Girls Education Challenge en RDC, le projet REALISE a également soutenu les garçons en leur fournissant des kits de cours, des manuels scolaires et un accès aux clubs.
- 3. Assurer le paiement des frais de scolarité dans les délais impartis.** Dans un contexte où les enfants sont souvent expulsés à la fin du mois pour cause de non-paiement des frais de scolarité, il est essentiel que les paiements soient effectués en temps voulu pour garantir la continuité de la fréquentation scolaire.

Il convient de contrôler régulièrement l'adéquation des systèmes de paiement innovants, en particulier dans les contextes d'accès irrégulier aux infrastructures téléphoniques et numériques.

- 4. Tenir compte des liens plus larges entre l'éducation et la consolidation de la paix.** Lorsque le conflit armé s'enracine dans la marginalisation de certains groupes, les projets d'éducation peuvent, par inadvertance, renforcer les inégalités d'accès à l'éducation. Il est important d'examiner attentivement les inégalités d'accès à l'éducation pour les différents groupes que les programmes d'éducation peuvent eux-mêmes générer ou renforcer.
- 5. Renforcer les activités qui créent des liens sociaux et une protection sociale.** Les données montrent que l'isolement social a des effets néfastes sur l'accès à l'éducation des garçons et des filles. Les programmes doivent encourager le développement de liens et de réseaux sociaux, tels que les groupes d'épargne et de crédit villageois ou les clubs de santé sexuelle et reproductive – deux interventions importantes de REALISE. L'intégration d'approches de protection sociale dans les politiques et programmes d'éducation peut également être bénéfique. ■

Institute of Development Studies, Library Road, Brighton, BN1 9RE, United Kingdom +44 (0)1273 606261 ids.ac.uk

IDS est une société caritative limitée par garantie et enregistrée en Angleterre. Numéro d'enregistrement d'organisme de bienfaisance 306371, numéro de société de bienfaisance 877338.

Lectures complémentaires

Marchais, G. et al. (2021) *Marginalisation éducative dans les zones affectées par les conflits: Apprendre des études réalisées au Tanganyika et en Ituri, République démocratique du Congo*, IDS Working Paper 544, Brighton: Institute of Development Studies, DOI: 10.19088/IDS.2021.017

De Herdt, T.; Marivoet, W. et Muhigirwa, F. (2015) *Analyse de la situation des enfants et des femmes en RDC 2015. Vers la réalisation du droit à une éducation de qualité pour tous*, Kinshasa: UNICEF RDC

Gordon, R.; Marston, L.; Rose, P. and Zubairi, A. (2019) *12 Years of Quality Education for All Girls: A Commonwealth Perspective*, Cambridge: REAL Centre, University of Cambridge

Matabishi Namashunju, S. (2016) 'Langues, éducation et développement durable en République Démocratique du Congo', thèse de doctorat, Université de Rouen

Cette *IDS Policy Briefing* a été rédigée par **Gauthier Marchais** (IDS), **Sweta Gupta** (IDS) et **Cyril Brandt** (IDS et IOB Anvers), traduite de l'anglais par **Cyrielle Havard-Bourdaï**, éditée par **Sophie Robinson** (IDS) et soutenue par **Deborah West** (IDS). Elle a été produite dans le cadre du projet éducatif Girls' Education Challenge REALISE, financé par le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) dans le cadre du Girls' Education Challenge et dirigé par Save the Children, en partenariat avec World Vision International.

Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de l'IDS ou du gouvernement britannique.

© Institute of Development Studies 2021.



Ceci est un document en libre accès distribué selon les termes de la **Licence publique Creative Commons Attribution 4.0 International** (CC BY), qui permet une utilisation, une distribution et une reproduction sans restriction sur n'importe quel support, à condition que les auteurs originaux et la source soient cités et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

ISSN 1479-974X DOI: [10.19088/IDS.2021.060](https://doi.org/10.19088/IDS.2021.060)